

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le vingt-cinq novembre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du dix-huit novembre deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, M. MOURADOUDI, Mme PONOT-ROGER, Mme DE KESLING, M. DELL'OSTE, M. ABASSI et Mme BUFPE, Adjoints au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. ATTALI, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, Mme GILEWSKI, M. MARIE-LUCE, M. LELOUP, Mme LEFEVRE, M. REZEG, M GUERRAUD, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENHAMED, Mme GUIBEGA, Mme EBOUMBOU, M. MALKIC, M. PASTOR, M. GOURDY, M. HEMERY, Mme DESDOITS-HUBLET, M. SISSOKO, Mme GALAOUI, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, Mme IMA, M. SAVERET,

M.TISSERAND, Mme GONCALVES, Mme OZTURK, M. BOURGEOIS, Mme TORNIN, ont donné pouvoir à Mme VIELPEAU, M. MOURADOUDI, Mme BLAY, Mme GUIBEGA, M. BRAS.

Absent excusé : M. ALLARD

Arrivée / départ en cours de séance : Sortie de Mme DE KESLING (avant la délibération 7), sortie de M. PARIGI (avant la délibération 8), retour de Mme DE KESLING et de M. PARIGI (avant la délibération 12)

Mme BLAY est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction de l’Urbanisme et de l’Habitat
	02/12/2022	22112624	

Objet : Attribution d’une subvention à Pays de Meaux Habitat pour la construction de 80 logements sociaux collectifs « Anjou, Alsace, Albret 1 » à Meaux, dans le cadre de la convention NPNRU

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l’Urbanisme,

VU la Convention Pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain (n°714), portant sur les quartiers de Beauval à Meaux signée le 12 octobre 2018,

VU la délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2020 approuvant le règlement d'attribution de subventions aux bailleurs sociaux pour la construction de logements sociaux dans le cadre de la convention NPNRU,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDÉRANT l'objectif affiché dans la convention NPNRU de démolition des 1 190 logements sociaux des 7 dernières tours du grand ensemble de Beauval et de reconstitution de cette offre locale selon la clé de répartition suivante : 25 % en quartier prioritaire de la politique de la Ville (QPV), 40 % sur la Ville de Meaux hors QPV, 35 % pour les communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux, hors Meaux,

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en place des subventions aux bailleurs sociaux pour la construction de logements sociaux dans le cadre de la convention NPNRU,

CONSIDÉRANT l'obligation pour Pays de Meaux Habitat de reconstruire des logements sociaux dans le cadre du NPNRU,

OUI M. BRAS, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 38 voix pour et 1 abstention,

Mme PONOT-ROGER, Mme VIELPEAU, Mme BLAY, M. BRAS et M. REZEG ne prennent pas part au vote,

APPROUVE, la subvention de 230 400 € attribuée à Pays de Meaux Habitat pour la construction de 80 logements sociaux collectifs dans le cadre du NPNRU,

APPROUVE le projet de convention ci-annexé,

AUTORISE le Maire à signer la convention ci-annexée et toutes les pièces relatives à l'exécution de ce dossier.

Le Maire,



Jean-François COPÉ

La Secrétaire de séance,

Laëtitia BLAY

CONVENTION EN CONTREPARTIE DE LA SUBVENTION EN FAVEUR DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX DANS LE CADRE DE LA CONVENTION NPNRU

VILLE DE MEAUX

PAYS DE MEAUX HABITAT

PREAMBULE

La Ville de Meaux attribue des subventions dans le respect des objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLH. Cette aide financière vise à lever les difficultés financières pour la reconstitution des logements sociaux démolis dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Il a été retenu un fonctionnement simplifié avec un montant unique de subvention par logement reconstitué (qu'il s'agisse de PLAI ou de PLUS, et quelle que soit la localisation de l'opération).

L'aide financière est calculée en fonction du nombre de logements créés, à hauteur de 2 880 € par logement, dans la limite des enveloppes budgétaires disponibles.

ENTRE :

- La Ville de Meaux, sise Place de l'Hôtel de Ville - 77100 Meaux, représentée par son Maire, Monsieur Jean-François COPÉ, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 novembre 2022,

Ci-après dénommée « **LA VILLE** »,

ET :

- PAYS DE MEAUX HABITAT, dont le siège se situe 1 boulevard des cosmonautes, CS 90 381 -77334 MEAUX Cedex, immatriculée au registre du commerce sous le n° SIRET 662 042 555 00026, représentée par Christophe MAURICE, Directeur Général.

Ci-après dénommée « **LE BAILLEUR** »,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

LE BAILLEUR réalise une opération de construction d'un ensemble immobilier **de 80 logements locatifs sociaux (48 PLAI et 32 PLUS)** sur la commune de Meaux. Les terrains d'emprise de l'opération sont situés dans le lotissement Albret Alsace Anjou. Il s'agit des lots C et D situés rue Paul Arène.

Les parcelles cadastrales concernées sont AK 406-415-416-421 et 422. Le coût de l'opération est de 12 673 710 € TTC.

LE BAILLEUR a obtenu de LA VILLE DE MEAUX, par délibération du Conseil Municipal en date du 25 novembre 2022, une subvention pour la production de logements locatifs sociaux d'un montant de **230 400 € destinée à cette opération.**

ARTICLE 2 :

La dépense de subvention liée au projet est prévue au budget de LA VILLE sur une nature de subvention.

ARTICLE 3 :

La durée de la convention est de 4 ans à partir de la date de la délibération d'octroi de la subvention, temps suffisant pour la réalisation et la livraison d'un ensemble immobilier. La convention pourra être prorogée en fonction des difficultés rencontrées par le BAILLEUR pour la réalisation de l'opération. Toute décision de prorogation fera l'objet d'une validation par le Conseil Municipal, autorisant la signature d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 :

LE BAILLEUR s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues :

Pour la réalisation du projet :

- Respecter les objectifs fixés en préambule de la présente convention,
- Tenir informé le Département Aménagement et Développement Durable du Territoire de LA VILLE du déroulement de l'opération (début d'exécution, état d'avancement, modification ou abandon de l'opération...).

Pour le suivi du plan de financement :

- Transmettre à LA VILLE les décisions relatives aux autres aides publiques sollicitées,
- Le cas échéant, informer le Département Aménagement et Développement Durable du Territoire de LA VILLE des modifications intervenues dans le plan de financement.

Pour les contrôles :

Se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces ou sur place. Les justificatifs devront être conservés par le porteur du projet.

Pour la publicité :

- Assurer une publicité adaptée de l'aide financière de LA VILLE (panneaux de chantier, supports de communication, articles de presse...),
- Autoriser les services de LA VILLE à publier par voie électronique ou autres, les informations relatives à son opération, dans le but de promouvoir la qualité des opérations de logements sociaux réalisées.

ARTICLE 5 :

LA VILLE s'engage à :

- Verser 100 % de l'aide attribuée après la réalisation des travaux (Envoi d'une demande de solde par courrier accompagné de la Déclaration d'Achèvement Conforme de Travaux).

ARTICLE 6 :

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre des parties dans les engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 :

Toute difficulté dans l'interprétation de la présente convention sera soumise à l'arbitrage du Tribunal administratif de Melun.

Fait en deux exemplaires, à Meaux

**Pour la Ville de Meaux,
Le Maire,**

Jean-François COPÉ

Le

**Pour le Bailleur,
Le Directeur Général**

Christophe MAURICE

Le